



## **ASIE/INDE - Recrudescence des protestations contre la loi anti-conversion au Madhya Pradesh**

Bhopal (Agence Fides) – Les protestations des minorités religieuses contre les amendements à la loi anti-conversion augmentent dans l'Etat indien du Madhya Pradesh. Les modifications durcissent les peines prévues en matière d'interdiction de conversion et font des prêtres les « responsables » de ces conversions, ce qui en fait également les destinataires des peines (voir Fides 09/07/2013). Les amendements, déjà approuvés par le gouvernement de l'Etat, conduit par le parti nationaliste Baratiya Janata Party, doivent maintenant être votés par le Parlement local avant de devenir exécutoires.

Ainsi que l'indique à Fides le Père Anand Muttungal, membre de la Commission d'Etat pour les Minorités du Madhya Pradesh, certaines organisations chrétiennes telles que la Isai Maha Sangh et d'autres associations de la société civile, en accord avec les représentants religieux et politiques, ont tracé une ligne d'action commune. Un Comité mixte présentera dans ce cadre un mémorandum « pour la défense de la liberté de religion » au gouverneur. Des marches pacifiques de protestation seront organisées sur le territoire de tout l'Etat alors qu'un groupe d'avocats et de juges en retraite examinent les possibilités légales permettant de bloquer l'entrée en vigueur des amendements.

De nombreuses organisations de différentes communautés religieuses, telle que la Buddhist Society of India, la Muslim Educational Society, la Rashtriya Secular Manch, la Katholic Kalyan Parishat et le Catholic Secular Forum se sont unies afin de s'opposer au projet de loi, lançant une campagne ayant pour but de sensibiliser également les organisations et organismes laïcs. Les chrétiens, indique le Père Muttungal, organisent actuellement des rencontres pour approfondir le thème de la liberté de religion. Certaines organisations hindoues soutiennent la loi, affirmant que « de nombreuses conversions ont lieu au sein de l'Etat » alors que d'autres hindous sont conscients du fait que le projet de loi « va à l'encontre des droits fondamentaux garantis par la Constitution indienne ».

Sujit William, Président du forum chrétien œcuménique Isai Maha Sangh, confirme à Fides « le grand effort d'unité au sein de la société civile afin de s'opposer au projet de loi. Les adhésions augmentent de jour en jour ». (PA) (Agence Fides 18/07/2013)